

Cote du document: EB 2015/115/R.11/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 6 b) ii)
Date: 15 septembre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la
République populaire de Chine pour le
Projet de lutte contre la pauvreté dans la
région montagneuse du Qinghai Liupan

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Matteo Marchisio
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2862
courriel: m.marchisio@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent quinzième session
Rome, 15-16 septembre 2015

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	10
VII. Recommandation	11
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	15

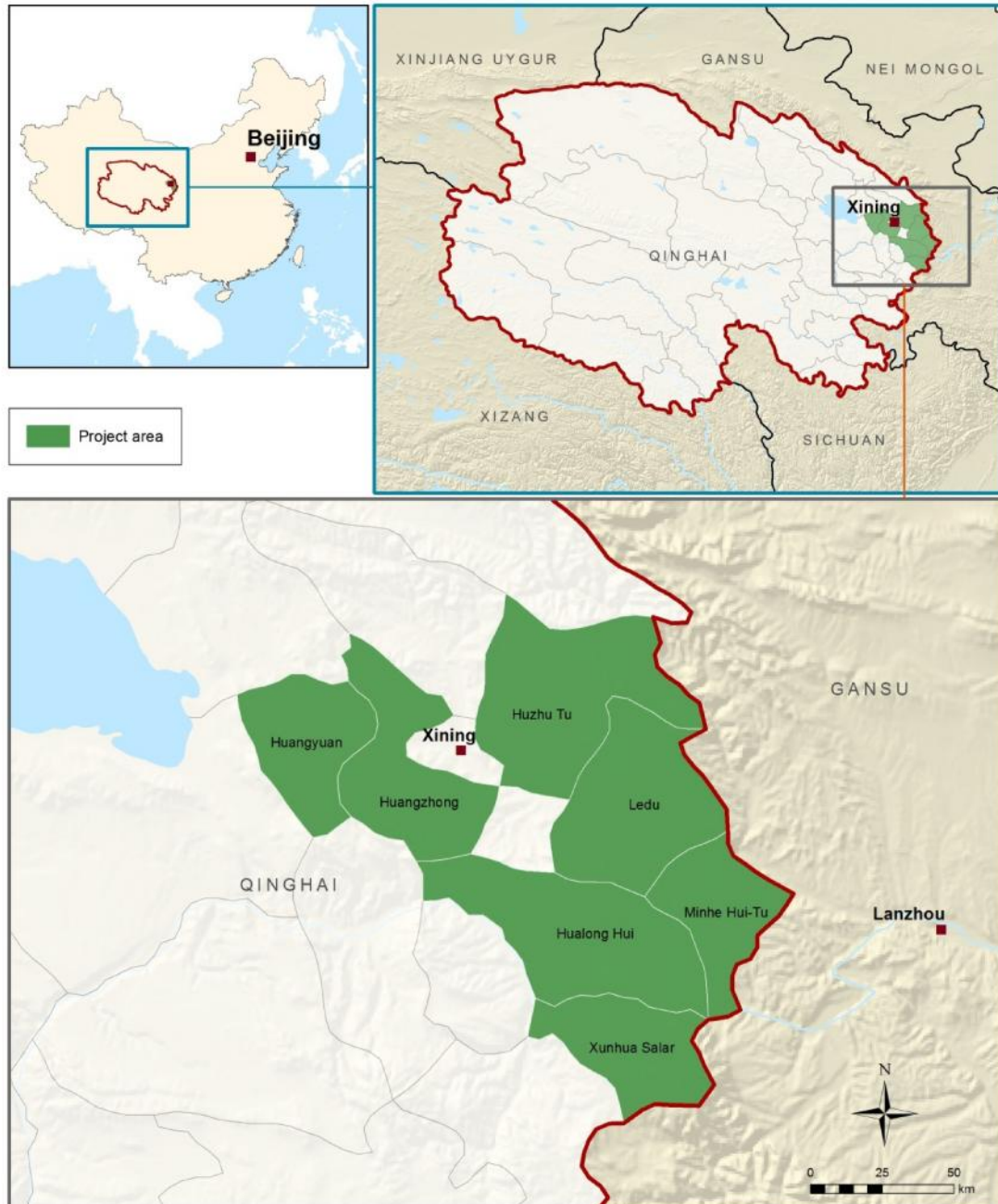
Sigles et acronymes

BGP	Bureau de gestion du projet
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
PMEA	Petite entreprise et microentreprise agricole
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation

Carte de la zone du projet

People's Republic of China

Qinghai Liupan Mountain Area Poverty Reduction Project



Source: FIDA; 8/01/2015

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République populaire de Chine

Projet de lutte contre la pauvreté dans la région montagneuse du Qinghai Liupan

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République populaire de Chine
Organisme d'exécution:	Bureau de réduction de la pauvreté de la province de Qinghai
Coût total du projet:	125,25 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	38,75 millions d'EUR (équivalant approximativement à 42,48 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,72 million de DTS (équivalant approximativement à 1,0 million d'USD)
Déficit de financement:	7,15 millions d'USD, à couvrir par un don du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) que son Conseil devrait approuver en 2018, au titre du prochain cycle FEM
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt annuel équivalant au taux d'intérêt variable de référence déterminé par le Fonds
Cofinanceurs:	Fonds pour l'environnement mondial (FEM), coopératives, petites entreprises et microentreprises agricoles (PMEA), banques et institutions financières
Montant et conditions du cofinancement:	Don FEM: 7,15 millions d'USD Coopératives et PME: 3,45 millions d'USD Banques et institutions financières: 15,10 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	42,48 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	13,59 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République populaire de Chine pour le Projet de lutte contre la pauvreté dans la région montagneuse du Qinghai Liupan, telle qu'elle figure au paragraphe 42.

Proposition de prêt et don à la République populaire de Chine pour le Projet de lutte contre la pauvreté dans la région montagneuse du Qinghai Liupan

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Contexte économique. Depuis l'ouverture aux échanges et aux investissements étrangers, et la mise en œuvre des réformes des marchés en 1979, la Chine est l'une des économies mondiales qui croît le plus rapidement, le produit intérieur brut (PIB) s'établissant en moyenne à près de 10% par an jusqu'en 2013.
2. Contexte de la pauvreté. La Chine est le premier pays en développement à avoir atteint l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim et de la pauvreté extrême. La Chine est largement reconnue pour les excellents résultats qu'elle a obtenus dans la réduction de la pauvreté depuis la réforme de l'économie rurale. La large participation à la croissance économique impulsée par les réformes ultérieures, conjuguée à des programmes nationaux de réduction de la pauvreté bien financés, a entraîné une réduction considérable de la pauvreté rurale au cours des 30 dernières années.
3. En dépit des progrès impressionnants qu'elle a accomplis, la Chine a encore une lourde tâche devant elle. Des poches de pauvreté extrême persistent dans les zones rurales. Une part croissante des ruraux pauvres restants est maintenant concentrée dans les provinces/régions de l'ouest, reflétant les disparités économiques régionales. Le gouvernement met en œuvre une stratégie de réduction de la pauvreté orientée vers le développement, qui se concentre sur l'amélioration de l'infrastructure, la promotion d'un développement agricole respectueux de l'environnement, le renforcement des services commerciaux et financiers, l'encouragement des entreprises privées et des organisations paysannes, et le développement d'activités économiques extra-agricoles, passant notamment par la migration.
4. Principales priorités gouvernementales dans l'agriculture et le secteur rural. À la deuxième session de la douzième Assemblée nationale populaire, le 5 mars 2014, le président du Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine a présenté les principales tâches à accomplir en 2014 dans l'agriculture et le secteur rural, comme suit: i) faire de l'agriculture, des zones rurales et des agriculteurs la priorité numéro un et accélérer la modernisation de l'agriculture afin d'assurer la sécurité alimentaire du pays et d'augmenter les revenus agricoles; ii) renforcer les politiques de soutien et de protection de l'agriculture; iii) étayer les fondations du développement agricole et rural; iv) faire avancer la réforme rurale; et v) explorer de nouveaux moyens d'atténuer la pauvreté par le développement, accélérer la promotion du développement des zones pauvres adjacentes et réduire la pauvreté.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. Justification de l'investissement dans la région montagneuse du Liupan (Qinghai). La région montagneuse du Liupan, qui se trouve dans la partie orientale de la province de Qinghai et forme une zone de transition entre le plateau tibétain-Qinghai et le plateau de Loess, est l'une des zones prioritaires identifiées dans les grandes lignes de la réduction de la pauvreté 2011-2020. Elle est caractérisée par i) la dépendance à l'agriculture et à l'élevage; ii) la présence d'un pourcentage important de personnes défavorisées mais économiquement capables; et iii) la dégradation des ressources en terre.
6. Justification du soutien à la transformation du système agricole fragmenté actuel en un système orienté vers le commerce reposant sur la production de denrées de qualité. Malgré les contraintes que présente la zone d'intervention du projet, la population locale a développé un système de culture et d'élevage spécialisé et concentré, adapté aux conditions climatiques et pédologiques arides et semi-arides, que l'on qualifie d' "agriculture vedette". Les opportunités identifiées dans la stratégie agricole du gouvernement consistent à développer les productions végétales et animales vedettes présentant un potentiel commercial pour réaliser des économies d'échelle. Il s'agit notamment de la production commerciale de divers types de cultures annuelles et pérennes telles que les légumes, les plantes médicinales, les fruits et les races animales primitives, qui sont adaptées aux conditions locales. Il est nécessaire de transformer les activités du secteur agricole en entreprises commerciales aptes à bien répondre aux opportunités offertes par les marchés. Il faudra transformer l'agriculture actuellement fragmentée en une production axée sur le marché de produits de qualité permettant des économies d'échelle afin de renforcer la compétitivité de ces produits; de moderniser l'infrastructure et les équipements agricoles; d'adopter des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, des technologies économisant l'eau et des technologies à basse consommation d'énergie et émission de carbone; et de lever les contraintes existant dans les filières à la mise en relation des agriculteurs avec les marchés.
7. Alignement sur le COSOP 2011-2015 axé sur les résultats. Ce projet, le dernier qui sera conçu dans le cadre du COSOP 2011-2015 en cours, reflète la tendance récente à axer le soutien du FIDA sur le renforcement des possibilités d'augmentation des revenus et de la capacité d'adaptation, l'amélioration de l'accès aux marchés et aux filières, et l'accroissement de la résilience au changement climatique. Le projet proposé promouvra les objectifs stratégiques 1, 2 et 3 du COSOP 2011-2015 concernant en particulier l'amélioration de la productivité, le renforcement de l'accès aux moyens matériels et aux services commerciaux et financiers pour la création de revenus, et l'accroissement de la résilience aux risques économiques et commerciaux. Sa conception tiendra compte de l'expérience issue des projets antérieurs et en cours en Chine, en particulier le Projet de développement des petites entreprises agroalimentaires à Shiyan et le Projet d'appui au secteur agroalimentaire dans la région montagneuse du Jiangxi.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

8. La zone d'intervention du projet comprend sept cantons placés sous la juridiction de deux municipalités de niveau préfectoral dans la partie orientale de la province de Qinghai. Ces cantons sont les suivants: Huangzhong, Huangyuan, Minhe, Ledu, Huzhu, Hualong et Xunhua. Il s'agit d'une région multi-ethnique où vivent notamment des Han, des Hui, des Tu, des Salar, des Tibétains et des Mongols. Les minorités ethniques représentent environ 31% de la population totale de la province et environ 47% de celle de la zone d'intervention.

9. Groupes cibles. Le projet ciblera: i) les petits exploitants pauvres capables potentiellement de produire des denrées vedettes locales de grande valeur marchande, et ii) les pauvres défavorisés et vulnérables mais économiquement capables (femmes, jeunes, personnes handicapées, minorités ethniques, etc.). Seront visées tout particulièrement les femmes (estimées à 60% du total des bénéficiaires directs) et les minorités ethniques.
10. Bénéficiaires estimés. Le projet peut bénéficier potentiellement à environ 128 000 ménages ruraux pauvres et vulnérables (460 000 personnes), vivant dans 683 villages pauvres situés dans 82 communes des sept cantons pauvres de la province de Qinghai.

B. Objectif de développement du projet

11. L'objectif global du projet est de contribuer au développement durable et à la réduction équitable de la pauvreté ainsi qu'à l'amélioration des moyens de subsistance des ménages ruraux de la province de Qinghai. Son objectif de développement est d'augmenter durablement les revenus des ménages ruraux pauvres et vulnérables résidant dans les zones pauvres de cette province. Ces objectifs seront atteints par: i) l'augmentation de la productivité de l'agriculture et de l'élevage, axée sur les produits locaux vedettes/de grande valeur marchande; ii) l'accroissement des opportunités d'accès aux marchés ouvertes aux agriculteurs ciblés en les reliant aux coopératives et aux entreprises renforcées; iii) le renforcement de la capacité des groupes vulnérables à entreprendre des activités extra-agricoles créatrices de revenus; et iv) l'amélioration de la fourniture de services écosystémiques grâce à la gestion durable des ressources en terre.

C. Composantes/résultats

12. Le projet comprend les quatre composantes suivantes, qui se renforcent mutuellement: i) infrastructure résiliente au climat et gestion intégrée des ressources en terres; ii) agriculture orientée vers le marché; iii) soutien aux moyens de subsistance extra-agricoles; et iv) gestion et coordination du projet.
 - i) Infrastructure résiliente au climat et gestion intégrée des ressources en terres (approximativement 32,9 millions d'USD, soit 26% du coût total du projet). Cette composante vise à accroître la productivité agricole et la résilience de la population rurale pauvre au changement climatique par l'amélioration des systèmes d'irrigation et la gestion durable des terres et des eaux. Elle comprend deux sous-composantes: a) renforcement de l'infrastructure d'irrigation en vue d'améliorer les systèmes d'irrigation et d'utiliser l'eau d'irrigation avec plus d'efficacité dans quatre périmètres par un soutien matériel, institutionnel et technique combiné; et b) gestion intégrée des ressources en terre visant à restaurer les services environnementaux dans le bassin versant du fleuve Huang par la mise en œuvre d'une approche durable de la gestion des ressources naturelles.
 - ii) Agriculture orientée vers le marché (approximativement 73,7 millions d'USD, soit 59% du coût total du projet). Cette composante vise à accroître les revenus des agriculteurs des zones pauvres en développant la production agricole, arboricole et animale orientée vers le marché et en mettant les producteurs agricoles en relation avec les coopératives agricoles et les petites entreprises et microentreprises pertinentes afin qu'ils aient plus largement accès au marché. Elle se décline en deux sous-composantes: a) développement des cultures commerciales visant à aider les agriculteurs à développer des cultures à haute valeur marchande; b) développement de la culture d'arbres d'intérêt économique, afin de promouvoir l'économie rurale et d'augmenter les revenus des agriculteurs par le développement durable des pépinières et de la culture d'arbres d'intérêt économique; c) développement de l'élevage et des unités rurales de production de biogaz, afin d'aider les

agriculteurs à augmenter la production animale présentant un bon potentiel commercial et à atténuer l'impact environnemental de l'élevage; et d) élargissement de l'accès aux marchés, en vue d'accroître les opportunités et la capacité d'accès aux marchés finals des agriculteurs ciblés par les autres sous-composantes. Ce résultat sera obtenu par: i) le développement de liens commerciaux durables entre les producteurs et les coopératives, les PMEAs et les filières concernées; et ii) le renforcement de la capacité d'accès aux marchés des coopératives et des PMEAs sélectionnées, notamment par l'élargissement de l'accès au financement rural.

- iii) Soutien aux moyens de subsistance extra-agricoles (approximativement 8,2 millions d'USD, soit 6% du coût total du projet). Cette composante a pour objet de renforcer la capacité des groupes vulnérables mais économiquement capables (femmes, minorités ethniques, personnes handicapées, jeunes) à entreprendre des activités extra-agricoles créatrices de revenus.
- iv) Gestion et coordination du projet (approximativement 10,53 millions d'USD, soit 8% du coût total du projet). Cette composante soutiendra l'établissement et le fonctionnement des bureaux de gestion du projet (BGP) au niveau provincial, municipal et national.

III. Exécution du projet

A. Approche

- 13. Le projet adoptera une double approche pour réduire la pauvreté dans la zone d'intervention et augmenter durablement les revenus de la population vulnérable et des agriculteurs pauvres capables de produire des denrées vedettes locales de grande valeur marchande, au moyen d'activités visant: a) à renforcer et pérenniser la productivité de l'agriculture et de l'élevage, en particulier celle des denrées vedettes locales/de grande valeur marchande et à créer des opportunités permettant aux agriculteurs ciblés d'accéder aux marchés en les mettant en relation avec les coopératives renforcées; et b) en renforçant durablement les possibilités pour les groupes vulnérables mais économiquement capables d'entreprendre des activités extra-agricoles créatrices de revenus. L'exécution du projet créera des synergies en établissant des liens entre les activités du projet, en particulier au sein des deux premières composantes et entre celles-ci afin d'augmenter les revenus des ruraux des femmes et des hommes.
- 14. En outre des considérations environnementales seront intégrées dans la conception du projet grâce à l'établissement d'un partenariat avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). La durabilité des bénéfices du projet se trouvera ainsi renforcée par des activités telles que la gestion durable des ressources en terre, l'introduction de bonnes pratiques et de nouvelles technologies, la conservation de plantes médicinales de niche et d'arbres autochtones d'intérêt économique, et la promotion de l'énergie rurale renouvelable.

B. Cadre organisationnel

- 15. L'agent principal d'exécution du projet est le Bureau de réduction de la pauvreté de la province de Qinghai, qui sera responsable de la supervision et de la coordination générales du projet. Des groupes directeurs du projet seront établis au niveau provincial et dans chaque canton de la zone d'intervention afin d'assurer l'orientation générale de l'exécution du projet. Le Département des finances de la province de Qinghai sera le responsable principal de l'administration des ressources du projet, tandis que le Département des finances et les bureaux des finances seront responsables de la gestion financière respectivement aux niveaux provincial et cantonal.
- 16. Les groupes directeurs du projet créeront des bureaux de gestion du projet (BGP) aux niveaux provincial, municipal et cantonal au sein de leurs bureaux chargés de

la réduction de la pauvreté respectifs. Les BGP seront chargés de la planification, de la coordination, du suivi et des rapports sur les activités du projet. Le BGP provincial coordonnera l'exécution du projet dans les sept cantons. Les BGP cantonaux coordonneront l'exécution sectorielle du projet au niveau cantonal. Des groupes villageois d'exécution seront créés dans les villages ciblés afin de veiller au ciblage, à la planification participative, à l'exécution et au suivi appropriés des activités du projet.

17. L'exécution des activités du projet sera assurée au niveau cantonal par les agences techniques concernées sur la base de leur mandat et de leur compétence technique. Les agences d'exécution seront notamment le Bureau de réduction de la pauvreté, le Bureau des ressources hydriques, le Bureau de l'agriculture et de l'élevage, le Bureau des forêts, la Fédération des femmes et la Fédération des personnes handicapées.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

18. Planification. Des plans de travail et budgets annuels (PTBA) relatifs aux activités, comprenant des budgets d'investissement, seront établis par les BGP cantonaux sur la base des projets de PTBA préparés par les agences d'exécution et centralisés par le BGP provincial.
19. Suivi-évaluation (S&E). Le projet établira un système efficace et efficient de S&E comprenant le BGP provincial, les BGP cantonaux et les groupes villageois d'exécution. Ce système fonctionnera conformément aux directives du FIDA en matière de suivi-évaluation. Les responsables du S&E du BGP provincial et des BGP cantonaux seront chargés de suivre et d'évaluer l'exécution du projet et de partager les enseignements qu'ils en auront tirés. Le suivi sera axé sur les produits du projet et sur l'état d'avancement technique et financier des activités. Le cas échéant, les données présentées seront ventilées par sexe et par catégorie de ménages.
20. Gestion des savoirs. La stratégie de gestion des savoirs mettra à profit l'expérience des projets du FIDA antérieurs et en cours, et comprendra aussi d'autres éléments. Le BGP provincial et les BGP cantonaux seront chargés d'acquérir et de documenter les expériences, les succès remportés et les innovations issues des activités du projet, et d'organiser des ateliers semestriels et/ou annuels afin de diffuser les enseignements tirés et les innovations. Le personnel de gestion du projet participera activement aux activités régionales de mise en réseau des savoirs sur des sujets intéressant le projet. Les échanges d'expérience seront facilités avec les autres projets financés par le FIDA qui présentent des caractéristiques de conception analogues, en particulier le Projet de développement des petites entreprises agroalimentaires à Shiyang et le Projet d'appui au secteur agroalimentaire dans la région montagneuse du Jiangxi.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

21. La responsabilité principale de l'administration des ressources du projet incombera au Département des finances de la province de Qinghai. Le Département des finances/les bureaux des finances seront responsables respectivement aux niveaux provincial et cantonal: i) de l'ouverture et de la gestion des comptes du projet; ii) de l'administration des ressources du projet y compris le prêt et le don du FIDA, les fonds du FEM et les contributions de contrepartie; iii) de l'examen et de l'approbation des besoins financiers relatifs à l'exécution du projet; iv) de la surveillance de l'utilisation des ressources du projet; v) de la gestion effective des flux de fonds destinés à l'exécution du projet; vi) de la formation appropriée en gestion financière des agents financiers des BGP; et vii) de l'établissement des demandes de retrait et du remboursement des dépenses admissibles du projet dans les délais prévus.

22. Financement rétroactif. Par dérogation aux conditions générales applicables au financement du développement agricole, un financement rétroactif peut être accordé dans le cadre du prêt à concurrence de 5,5 millions d'EUR au titre des dépenses admissibles encourues entre le 27 octobre 2014 et l'entrée en vigueur de l'accord de financement du FIDA. Ce financement rétroactif servira principalement à préfinancer les activités et couvrira les dépenses relatives à: i) l'achat de l'équipement essentiel des BGP; ii) l'établissement du système de S&E; iii) la formation et les ateliers de démarrage concernant la gestion et l'exécution; iv) les visites de travail pour le partage des savoirs et de l'expérience; v) les enquêtes et études de terrain; et vi) les biens, services et intrants agricoles pour les démonstrations relatives aux cultures saisonnières. Les dépenses requérant un financement rétroactif devront être spécifiées dans le premier PTBA.
23. Flux de fonds. Trois comptes désignés distincts – libellés en euro pour le prêt et en dollars des États-Unis pour le don du FEM et celui du FIDA – par lesquels transiteront respectivement tous les fonds provenant du prêt et du don du FIDA, et du don du FEM, seront ouverts et tenus par le Département des finances de la province de Qinghai dans une banque agréée par le FIDA. Au niveau cantonal, les bureaux des finances et les BGP ouvriront et tiendront des comptes du projet libellés en yuan renminbi (RMB) sur lesquels seront déposés les fonds destinés à l'exécution du projet. Les comptes du projet seront approvisionnés et réalimentés en tant que de besoin au moyen des ressources détenues sur les comptes désignés, à la demande des BGP et conformément aux dépenses effectuées au titre des PTBA approuvés.
24. Les fonds provenant du prêt seront rétrocédés par le Ministère des finances au Département des finances de la province de Qinghai, où ils seront à nouveau rétrocédés par l'intermédiaire des bureaux des finances municipaux et versés finalement aux bureaux des finances cantonaux, aux mêmes conditions et selon les mêmes modalités, et sans frais supplémentaires. Au niveau cantonal, les fonds seront transférés des bureaux des finances aux BGP qui les feront parvenir aux agents d'exécution concernés conformément aux dépenses effectuées au titre des PTBA approuvés. Les flux de fonds du FEM suivront la même procédure que le prêt du FIDA. Les fonds provenant des financements du FIDA et du FEM ne seront pas utilisés au règlement d'impôts.
25. Passation des marchés. La passation des marchés de biens, travaux et services financés par le projet sera exécutée conformément à la loi sur la passation des marchés de la République populaire de Chine (2002) et aux modifications qui lui auront été apportées, dans la mesure où elle sont compatibles avec les directives et le manuel relatifs à la passation des marchés des projets du FIDA (2010) et des modifications qui leur auront été apportées. Les méthodes de passation des marchés à appliquer dans chaque cas dépendront de la dépense et du montant estimatif du marché. Les seuils suggérés pour les différentes méthodes de passation des marchés, à appliquer dans des cas spécifiques, seront précisés dans la lettre à l'emprunteur.
26. Gouvernance. Le risque financier global du projet est jugé moyen. Le Département des finances de la province de Qinghai et le BGP provincial appliqueront un système de comptabilité et de gestion financière conformes aux normes comptables reconnues au plan international afin d'assurer une reddition de comptes exacte et ponctuelle sur l'utilisation des fonds provenant tant du prêt et du don du FIDA que du don du FEM. Des mesures de contrôle supplémentaires seront mises en place pour réduire les risques fiduciaires éventuels, notamment: a) harmonisation d'une directive de gestion financière dans le manuel d'exécution du projet spécifiant les dispositions relatives à la budgétisation, à la comptabilité, aux contrôles internes, à la reddition de comptes et à l'audit; b) nomination

d'agents de gestion financière à plein temps au BGP provincial et de comptables du projet dans tous les BGP cantonaux; c) installation d'un logiciel de comptabilité au BGP provincial et dans tous les BGP cantonaux; et d) exécution par le Bureau national d'audit d'un audit externe annuel spécifique au projet, en conformité avec les normes comptables internationales et les directives du FIDA en la matière. En outre, conformément aux directives nationales en matière de passation des marchés, les principes de transparence suivants seront appliqués: a) tous les marchés passés par appel d'offres nationaux feront l'objet d'une publicité dans les médias locaux et sur les sites web provinciaux de passation des marchés; b) dans le cas de consultation de fournisseurs locaux, les résultats seront publiés dans les médias locaux et sur les panneaux d'affichage des communes et des villages. Le comité de passation des marchés du projet sera composé de représentants des différentes entités telles que les agences techniques, les bureaux financiers, et les organismes d'audit et de supervision ainsi que de représentants des communes et des villages; et c) le matériel de bureau et les articles de faible valeur seront achetés par consultation de fournisseurs locaux ou par des méthodes de commande directes. Les biens achetés seront inspectés à leur réception et enregistrés en vue de vérification et d'audit ultérieurs.

E. Supervision

27. Le projet sera supervisé directement par le FIDA. Pour faciliter l'exécution du projet et garantir que les objectifs du projet soient atteints, le FIDA et le gouvernement exécuteront des missions annuelles de supervision, un examen à mi-parcours et un examen à l'achèvement.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

28. Le coût total du projet, d'une durée de cinq ans, est estimé à 125,25 millions d'USD, y compris les provisions pour imprévus (4,93 millions d'USD). Il se répartit comme suit entre les quatre composantes principales: i) infrastructure résiliente au climat et gestion intégrée des ressources en terres (26% du coût de base); ii) agriculture orientée vers le marché (62% du coût de base); iii) soutien au moyens de subsistance extra-agricoles (6% du coût de base); et iv) gestion du projet (6% du coût de base). Les dépenses d'investissement et de fonctionnement représentent respectivement 93,2% et 6,8% du coût total du projet. Les dépenses de fonctionnement qui resteront à la charge du gouvernement après la clôture du projet sont minimales.

B. Financement du projet

29. La contribution du FIDA au projet sera approximativement de 43,48 millions d'USD (33,9% du coût total), dont 42,48 millions d'USD sous forme de prêt et 1 million d'USD sous forme de don pour financer des activités techniques spécifiques et le renforcement des capacités de façon à accroître l'efficacité et la durabilité du projet. Seront privilégiés les domaines dans lesquels le financement de l'État est limité mais dont la performance contribue directement à l'efficacité, à l'impact et à la durabilité de l'ensemble du projet (par exemple, renforcement des capacités des associations d'usagers de l'eau ainsi que des agriculteurs afin que ces derniers puissent améliorer leurs liens avec les marchés et l'accès à ceux-ci, appui technique pour l'établissement de modèles de finance rurale inclusifs et gestion des résultats et des savoirs pour élargir l'impact). Le gouvernement de la province de Qinghai apportera une contribution au projet d'un montant de 42,48 millions d'USD (34%) en espèces et en fonds sectoriels de contrepartie. Par un don, qui doit être approuvé en 2018 durant le prochain cycle FEM, l'apport du FEM sera de 7,15 millions d'USD (5,7% du coût du projet) Les coopératives et les PMEAs fourniront une contribution de 3,45 millions d'USD (2,8%); les participants bénéficiaires apporteront une contribution de 13,59 millions d'USD (10,9%), à la

fois en nature et en espèces. Une contribution de 15,09 millions d'USD (12,1%) sera mobilisée auprès des banques et des institutions financières.

30. Ratio de cofinancement. Le ratio de la contribution du FIDA aux fonds de contrepartie du gouvernement est de 1:1 et celui de sa contribution au cofinancement total est de 1:1,9.

Tableau 1
Coût indicatif du projet par composante et financeur
(en milliers d'USD)

	Gouvernement		Prêt FIDA		Don FIDA		FEM (déficit de financement)		Coopératives		Banques		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
A. Infrastructure résiliente au climat et gestion intégrée des ressources en terres	14 997	45,6	12 447	37,8	140	0,4	4 941	15,0	-	-	-	-	365	1,1	32 889	26,3
B. Agriculture orientée vers le marché	21 107	28,6	24 012	32,6	361	0,5	1 934	2,6	3 450	4,7	11 242	15,3	11 575	15,7	73 680	58,8
C. Soutien aux moyens de subsistance extra-agricoles	619	7,6	2 023	24,8	-	-	-	-	-	-	3 856	47,3	1 652	20,3	8 149	6,5
D. BGP au niveau cantonal	3 004	72,5	847	20,5	290	7,0	-	-	-	-	-	-	-	-	4 141	3,3
E. BGP préfectoraux	626	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	626	0,5
F. BGP provincial	2 130	37,0	3 143	54,6	210	3,6	277	4,8	-	-	-	-	-	-	5 760	4,6
Total	42 482	33,9	42 473	33,9	1 000	0,8	7 152	5,7	3 450	2,8	15 097	12,1	13 592	10,9	125 246	100,0

Tableau 2
Coût indicatif du projet par catégorie de dépenses et financeur¹
(en milliers d'USD)

	Gouvernement		Prêt FIDA		Don FIDA		FEM (déficit de financement)		Coopératives		Banques		Bénéficiaires		Total		Devises	Hors taxes	Taxes et droits locaux
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. FIDA																			
1. Travaux	12 035	50,0	12 035	50,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24 070	19,2	-	22 866	1 203
2. Équipement et matériaux	136	25,2	405	74,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	542	0,4	-	501	41	
3. Formation	878	14,4	4 179	68,6	1 001	16,4	-	-	30	0,5	-	-	-	6 088	4,9	-	6 088	-	
4. Ateliers	-	-	43	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43	-	-	43	-	
5. Biens services et intrants	18 869	33,2	22 480	39,5	-	-	-	-	-	-	4 155	7,3	11 376	20,0	56 880	45,4	-	54 036	2 844
6. Consultants et assistance technique	12	5,0	235	95,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	247	0,2	-	235	12	
7. Crédit et fonds de garantie	-	-	3 096	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 096	2,5	-	3 096	-	
8. Crédit	1 142	6,7	-	-	-	-	-	-	3 420	19,9	10 942	63,8	1 652	9,6	17 156	13,7	-	17 156	-
9. Traitements et indemnités	2 064	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 064	1,6	-	2 064	-	
10. Dépenses de fonctionnement	5 517	93,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	365	6,2	5 881	4,7	-	5 881	-
Sous-total FIDA	40 653	35,0	42 473	36,6	1 001	0,9	-	-	3 450	3,0	15 097	13,0	13 393	11,5	116 067	92,7	-	111 966	4 101
B. FEM																			
1. Travaux	390	20,0	-	-	-	-	1 560	80,0	-	-	-	-	-	1 950	1,6	-	1 852	97	
2. Équipement et matériaux	36	17,9	-	-	-	-	165	82,1	-	-	-	-	-	201	0,2	-	181	20	
3. Formation	4	0,6	-	-	-	-	677	99,4	-	-	-	-	-	681	0,5	-	681	-	
4. Ateliers	-	-	-	-	-	-	211	100,0	-	-	-	-	-	211	0,2	-	211	-	
5. Biens services et intrants	820	16,8	-	-	-	-	3 865	79,1	-	-	-	199	4,1	4 884	3,9	-	4 640	244	
6. Consultants et assistance technique	35	5,0	-	-	-	-	674	95,0	-	-	-	-	-	709	0,6	-	674	35	
7. Traitements et indemnités	359	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	359	0,3	-	359	-	
8. Dépenses de fonctionnement	184	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	184	0,1	-	184	-	
Sous-total FEM	1 828	19,9	-	-	-	-	7 152	77,9	-	-	-	199	2,2	9 179	7,3	-	8 782	397	
Coût total du projet	42 482	33,9	42 473	33,9	1 001	0,8	7 152	5,7	3 450	2,8	15 097	12,1	13 592	10,9	125 246	100,0	-	120 748	4 498

C. Résumé des avantages et analyse économique

31. Les bénéfices du projet ont été estimés à un horizon de 20 ans avec un taux d'actualisation de 6%. Les calculs actuels donnent pour l'ensemble du projet un taux de rentabilité économique interne de 24%, un rapport coûts-bénéfices de

¹ Les catégories finales de décaissement seront définies lors des négociations, conformément aux procédures en vigueur au FIDA; par souci d'efficacité, le nombre de ces catégories ne pourra être supérieur à cinq.

1,65 et une valeur actualisée nette de 1 981 millions de RMB. La valeur actualisée nette inférieure au coût d'opportunité du capital de 6%, même avec un taux d'actualisation de 20%, prouve que les investissements du projet sont robustes.

D. Durabilité

32. Plusieurs éléments du projet garantissent la durabilité après sa clôture des activités soutenues et des bénéficiaires créés: i) les activités du projet sont conçues conformément aux stratégies et priorités gouvernementales en matière de réduction de la pauvreté et de développement rural. Il est donc prévisible que le gouvernement continuera à soutenir le développement général de la zone d'intervention après la clôture du projet; ii) la contribution importante du gouvernement et des bénéficiaires aux activités du projet témoigne d'un niveau élevé d'engagement et d'appropriation à l'égard des activités du projet; iii) durabilité institutionnelle: l'exécution des activités du projet est confiée aux agences techniques compétentes au niveau cantonal. Ces agences, qui sont des institutions gouvernementales permanentes, sont aussi les principaux prestataires de services pour les activités du projet dans la zone d'intervention; iv) durabilité technique: le personnel des organismes de services techniques bénéficiera à tous les niveaux d'une formation régulière aux technologies et pratiques les plus récentes avec le soutien du projet et d'autres programmes financés par le gouvernement. Les services techniques durables au profit des bénéficiaires peuvent être prévisibles dans la mesure où ils font partie du mandat de ces agences; et v) durabilité environnementale: de nombreuses activités du projet contribuent directement à la durabilité environnementale.

E. Identification et atténuation des risques

33. Le projet est conçu pour répondre aux besoins des bénéficiaires potentiels après une étude approfondie des contraintes et des opportunités présentes dans la zone d'intervention du projet. Les activités du projet sont alignées sur les besoins des parties prenantes et conçues conformément aux directives de la politique du gouvernement et de ses stratégies de réduction de la pauvreté et de développement rural. Tous risques encourus par le projet seraient donc dus à une transformation rapide de l'environnement économique. Ces risques sont toutefois atténués dans une large mesure par la nature du projet qui est conçu pour répondre aux besoins et par l'approche filière qu'il met en œuvre, ce qui garantira des ajustements continus face aux problèmes rencontrés durant son exécution.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

34. Le projet est en accord avec les politiques du FIDA et plus précisément: i) une stratégie spécifique d'intégration de l'égalité des sexes a été conçue en conformité avec la politique du FIDA en matière d'égalité des sexes; ii) la concentration du projet sur la pauvreté, et en particulier les critères de sélection des villages et des ménages ciblés correspond à la politique de ciblage du FIDA; iii) les méthodes participatives de planification sont conçues conformément à la politique du FIDA en matière de lutte contre la corruption; iv) la stratégie de reproduction à plus grande échelle des résultats positifs est alignée sur la politique du FIDA en la matière; v) les risques liés au climat sont analysés et les mesures destinées à en atténuer les effets négatifs potentiels sont conçues en conformité avec la politique du FIDA relative au changement climatique; et vi) les effets négatifs potentiels sur l'environnement ont été analysés et des mesures ont été conçues pour les atténuer conformément à la politique du FIDA concernant l'environnement.

B. Alignement et harmonisation

35. Le projet est conforme à la stratégie visant une réduction de la pauvreté axée sur le développement gouvernemental moyennant la restructuration du secteur

agricole en vue d'accroître la production de cultures commerciales, arboricoles et de produits animaux ayant une grande valeur marchande potentielle; la mise en relation des producteurs agricoles avec les marchés par l'établissement de partenariats avec les coopératives favorables aux pauvres; et l'adoption de techniques agricoles respectueuses de l'environnement, telles que le prévoient les grandes lignes de réduction de la pauvreté 2011-2020.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

36. Le projet est censé introduire dans la zone d'intervention plusieurs approches innovantes, à savoir: i) l'établissement de liens entre les petits exploitants et les acteurs commerciaux/le secteur privé; ii) la mobilisation de fonds pour faciliter l'accès des petits exploitants, coopératives et PMEAs aux capitaux destinés à l'investissement; iii) l'introduction, à titre expérimental, de pratiques de financement innovantes; iv) l'introduction, à titre expérimental, d'une approche de la gestion des associations d'utilisateurs d'eau assurant leur pleine appropriation par les adhérents en permettant à ceux-ci de percevoir et de gérer directement les droits d'usage de l'eau; v) l'introduction d'un mécanisme expérimental de paiement des services écosystémiques; et vi) l'introduction, entre autres approches innovantes, de nouvelles technologies pour adapter les systèmes de biogaz aux conditions locales. La conception du projet comprend une stratégie d'acquisition, de documentation et de reproduction à plus grande échelle des innovations issues de l'exécution et de la gestion du projet.
37. Reproduction à plus grande échelle. Les approches innovantes introduites par le projet peuvent être aisément reproduites à plus grande échelle tant dans la province de Qinghai qu'en dehors de celle-ci. Le cadre de reproduction à plus grande échelle comprend les éléments suivants: i) les champions dans ce domaine engloberont le Bureau de réduction de la pauvreté et les autres agences d'exécution, les coopératives, les PMEAs et les bénéficiaires animés du même esprit; ii) les facteurs externes catalysant le processus comprennent la demande croissante et non satisfaite de produits végétaux et animaux vedettes d'origine locale/de grande valeur marchande; iii) les facteurs locaux propres à catalyser le processus tels que les niveaux élevés de pauvreté et les possibilités inexploitées d'augmentation des apports de produits locaux au marché; iv) les incitations qui stimuleraient le processus comprennent les incitations économiques (par exemple, le désir des agriculteurs d'augmenter leurs revenus et celui des coopératives/PMEA d'accroître leurs profits); v) la principale voie de reproduction à plus grande échelle des activités et approches mises en œuvre par le projet passe par le développement de liens entre les petits exploitants et le marché (par l'intermédiaire des coopératives et/ou des PMEAs); et vi) le rôle du FIDA serait, par la fourniture de ressources financières et techniques, de faciliter la création de tels liens.

D. Participation à l'élaboration des politiques

38. Le projet mettra en place plusieurs approches susceptibles de guider la prise de décisions, tant au niveau provincial que national, notamment l'introduction: i) à titre expérimental, d'une approche de la gestion des associations d'utilisateurs d'eau assurant leur pleine appropriation par les adhérents en permettant à ceux-ci de percevoir et de gérer directement les droits d'usage de l'eau; ii) à titre expérimental, de pratiques de financement innovantes; iii) d'un mécanisme expérimental de paiement des services écosystémiques; et iv) introduction d'une approche intégrée de la planification et de la gestion du bassin versant du fleuve Huangshui et mise en œuvre de plans de gestion intégrée des ressources en terres.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

39. Un accord de financement entre la République populaire de Chine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera

consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.

40. La République populaire de Chine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
41. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

42. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire de Chine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à trente-huit millions sept cent cinquante mille euros (38,75 millions d'EUR) (approximativement 42,48 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République populaire de Chine un don d'un montant équivalant à sept cent vingt mille droits de tirage spéciaux (720 000 DTS) (approximativement 1,0 million d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement:
(Accord de financement négocié)

"Qinghai Liupan Mountain Area Poverty Reduction
Project (LMAPRP)"

(Negotiations concluded on 25 August 2015)

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Project Title: Qinghai Liupan Mountain Area Poverty Reduction Project (LMAPRP) (the "Project")

The People's Republic of China (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, except as provided in paragraph 2 of Schedule 2. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

4. A. The amount of the Loan is thirty eight million seven hundred fifty thousand Euro (EUR 38.75 million).

B. The amount of the Grant is seven hundred and twenty thousand Special Drawing Rights (SDR 720 000).

5. The Loan shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of eighteen (18) years, including a grace period of five (5) years starting from the date that the Fund has determined that

all General Conditions precedent to withdrawal have been fulfilled in accordance with Section 4.02(b).

6. The Loan Service Payment Currency shall be the Euro.

7. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

8. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 June and 15 December.

9. There shall be one Designated Account denominated in EUR opened and maintained by the Department of Finance of the Qinghai Province in a commercial bank acceptable to the Fund to receive the Loan proceeds (the "Loan Designated Account"). There shall be one Designated Accounts denominated in USD maintained by the Department of Finance of the Qinghai Province in a commercial bank acceptable to the Fund to receive the Grant proceeds (the "Grant Designated Account").

10. The Borrower/Recipient shall cause the government of the Qinghai Province to provide counterpart financing for the Project in a total amount equivalent to approximately USD 42.48 million to cover activities such as work, goods, services, equipment, material and recurrent costs for all Project Management Offices (PMOs) and taxes. Project beneficiaries shall provide a contribution in cash or in kind of approximately USD 13.59 million, enterprises and cooperatives shall contribute approximately USD 3.45 million and participating banks shall contribute approximately USD 15.10 million for leveraged credit. The counterpart funds shall be made available for the Project.

11. Project Accounts shall be maintained by the Provincial Project Management Office, Prefecture Project Management Offices, County Bureaux of Finance and County Project Management Offices in CNY in commercial banks acceptable to IFAD, to receive the proceed of the financing and/or counterpart funds.

Section C

12. The Lead Project Body shall be the Project Leading Group (PLG).

13. The Lead Project Implementation Agency (LPA) shall be the Bureau of Poverty Alleviation (BPA) of the Qinghai Province. The BPA shall be primarily responsible to the Provincial Project Leading Group (PLG) for the overall management of the Project.

14. Additional Project Parties include the Department/Bureaux of Water Resources (DOWR/BOWRs), Department/Bureaux of Agriculture (DAL/BALs), Bureaux of Poverty Alleviation (BPAs), Forestry Department/Bureaus (FD/FBs), Women Federations (WFs), and the Disabled Persons Federation (DPF).

15. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

16. The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund. In addition to supervision missions which shall normally be carried out every six months, the Fund shall conduct a mid-term review to be carried out towards the third year of Project implementation.

Section E

17. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: The Project Implementation Manual (PIM), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

18. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal:

- (a) The PPMO and at least one County PMO shall have been duly established and composed in accordance with Schedule 1, Section II and the respective Project staff shall have been selected;
- (b) The Borrower/Recipient through the Lead Project Implementation Agency shall have caused the PPMO to submit, and the Fund shall have received, an official document confirming the availability of adequate counterpart funds for the first Project Year;
- (c) A draft Project Implementation Manual acceptable to the Fund shall have been prepared; and
- (d) A computerized accounting system acceptable to the Fund shall have been identified and selected by the Provincial PMO.

19. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Ministry of Finance
No. 3 Nansanxiang, Sanlihe, Xicheng District
Beijing 100820
People's Republic of China

Facsimile Number: +86 10 68552467

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

[Authorized Representative]

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. Target Population. The Project shall benefit poor men and women from rural households, with a focus on (i) poor smallholder farmers with a potential for cultivating high-value/locally-featured products, and (ii) the disadvantaged and vulnerable but economically capable poor (i.e. women, young, disabled, ethnic minorities, etc.), in the following seven (7) counties of the eastern part of the Qinghai Province: Huangzhong, Huangyuan, Minhe, Ledu, Huzhu, Hualong, and Xunhua (the "Project Area").

2. Goal. The goal of the Project is to contribute to achieving sustainable and equitable poverty reduction and to improve the livelihoods of rural households in the Project Area.

3. Objectives. The specific Project objective is to sustainably increase the income of poor and vulnerable farmers residing in the Project Area. This will be achieved by (i) enhancing agriculture and livestock productivity, focusing on high-value/locally-featured products; (ii) enhancing the opportunities for targeted farmers to access markets by linking them to strengthened cooperatives and enterprises; and (iii) strengthening the capacity of vulnerable groups to engage in off-farm income generating activities.

4. Components. The Project shall consist of the following four components: (1) climate resilience infrastructure, (2) market-oriented agriculture, (3) off-farm livelihood support; and (4) project management and coordination.

Component 1: Climate Resilient Infrastructure

The objective of this component is to enhance agricultural productivity and the resilience of the rural poor to climate change through improved irrigation systems and sustainable water management. The component includes one sub-component: irrigation infrastructure enhancement.

Sub-component 1.1: Irrigation infrastructure enhancement

This sub-component aims to improve irrigation systems and enhance water use efficiency through combined physical, institutional and technical means, to better serve agricultural development and market-oriented production in the selected Project Area, and to enhance climate resilience of local farming. This sub-component will be achieved through the following activities:

- (a) Completion and upgrading of infrastructure systems. This activity will support completion and upgrading of the infrastructure systems of the selected irrigation schemes, including: the rehabilitation and lining of canals and steel pipe siphons, the construction and rehabilitation of water delivery pipelines, various canal and pipeline structures.
- (b) Establishment and strengthening of water users' associations (WUAs). This activity will include the construction and provision in office equipment of office buildings, technical assistance; and organization of WUA meetings/workshops.
- (c) Technical training and capacity building. This activity will provide technical training and capacity building of irrigation and water conservation methods to

irrigation professionals, WUA members, and irrigation farmers. Tailor-designed training modules and materials will be developed and used for these trainings based on need assessment.

- (d) Support to normative ownership and management (O&M). This activity will financially support normative O&M of irrigation systems completed and upgraded under the Project, including the operational costs of irrigation management agencies, WUAs, sub-WUAs and water user groups, and the maintenance costs of irrigation systems.

Component 2: Market-Oriented Agriculture

The objective of this component is to increase the income of farmers in poor areas by developing market-oriented production of cash crops, economic tree crops and livestock, and linking the farm producers to relevant farmer cooperatives and Agricultural Small and Micro Enterprises (ASMEs) to enhance market access. This will be achieved by implementation of the following sub-components: (i) cash crops development; (ii) economic tree crops development, (iii) livestock development, and, (iv) market access enhancement.

Sub-component 2.1: Cash crops development

This sub-component aims to support farmers in the development of crops with high market value. This sub-component will be achieved through the following activities:

- (a) Reconditioning and construction of farmers' greenhouses for high-value cash crop production through the reconditioning of out-of-repair greenhouses and the constructing of new ones. This Project will support the adoption of dripping irrigation systems in the greenhouses and the adoption of integrated pest management systems.
- (b) Support to open field cash crop production through the provision of essential farm inputs and practical technical training.
- (c) Strengthening grassroots extension service through the support of the establishment of the linkage between county and cooperative technicians and agro-business with farmers. Activities include the provision of technical training to farmers and demonstrations at farmer household levels.
- (d) Support to medicinal plants through activities including: the participatory sustainable management of medicinal plants, the development of guidelines, protocols and manuals for propagation and cultivation and good collecting practices, training and demonstration activities on sustainable management, a harvesting value/supply chain analysis and pre-assessment of certification.

Sub-component 2.2: Economic tree crops development

The objective of this sub-component is to explore income generation potential through the growth of diverse economic tree crops and by managing tree nurseries with more varieties of tree seedlings in the Project Area. This sub-component will be achieved through the following activities:

- (a) Development of new multifarious economic tree crops.

- (b) Establishment and support to the management of nurseries through the provision of inputs and other materials and technical training. The sub-component will support the farmers to join existing tree seedling production cooperatives or establish new ones.

Sub-component 2.3: Livestock development

This sub-component aims at supporting farmers in increasing the production of livestock with good market potential and improving the environmental impacts of livestock farming. This sub-component will be achieved through the following activity:

- (a) Livestock development. This activity entails building warm sheds and upgrading supply of breeding stock and fodder production. Technical services will be provided to enable the producers to adopt environment-friendly production practices and improve feeding management and animal disease control. Support will be provided to the linking of farmers and herders with the cooperatives and ASMEs.

Sub-component 2.4: Market access enhancement

This sub-component aims to help farmers promote their cash crops, economic tree crops, and livestock, and market these agro-products in a more efficient and beneficial manner. This will involve helping farmers, cooperatives, and ASMEs achieve a long-term stable market and increasing farmers' income. This sub-component will be achieved through the following activities:

- (a) Capacity-building to farmers, cooperative members and cooperative and ASMEs managers on cooperative and business skills. The activities under this sub-component will also include support to the development of business proposals.
- (c) Branding and market development such as promotion activities, sales contracts development, participation to exhibits.
- (d) Infrastructure enhancement. The sub-component will support through the credit guarantee facilities, activities such as the construction of cold storages and other facilities as well as the procurement of equipment for packing, processing, transporting and marketing as well as office supplies.
- (e) Value chain analysis for endemic cash and tree crops with global environmental value.
- (f) Establishment of credit guarantee facilities. The objective of this sub-component is to provide a guarantee cover loans to selected individual households, farmers' cooperatives and ASMEs in order to enable them to access credit and other banking services for eligible activities as determined in the PIM. Participating rural financial institutions (RFIs), or Credit Guarantee Companies (CGC) and Credit Guarantee Facilities (CGF) will be selected in accordance to criteria defined in the PIM, including the greenhouse vegetable production, agro-marketing and processing activities.

Subsidiary Agreement: A subsidiary agreement will be entered into between the Lead Project Implementation Agency and the selected CGC and CGF in the form provided in the PIM. The draft subsidiary agreement shall be approved by the Fund and the Lead Project Implementation Agency prior to its signature.

Other activities such as technical support to the CGC and CGF for the establishment of the Leverage Credit or Guarantee Facility, training in areas such as: loan collaterals and collateral substitutes, cash flow based lending methodologies, and agricultural value chain finance. The sub-component will finance studies and pilots for innovative financing practices.

Component 3: Off-Farm Livelihood Support

The objectives of this component are to (i) enhance the skills of rural women and economically-capable disabled persons for employment and income generation, with a focus on helping improve their self-confidence and esteem; (ii) build their technical skills; (iii) enhance their self-development capacity and improve their livelihood; (iv) improve the capacity of rural youth, including young college graduates, to develop their business and enterprises; and (v) to create job opportunities for the local community. Activities under this Component include skill training on handicrafts and housewifery services, and capacity building on business and financial management.

Component 4: Project Management and Coordination

The Project will support the establishment and effective function of Project Management Offices (PMOs) at provincial, prefecture and county levels. Project implementation will be substantially decentralized to the County PMOs. The organization and management is outlined in Section II below.

II. Implementation Arrangements

A. Organization and Management

1. Project Leading Groups (PLGs)

1.1. Establishment and composition. PLGs shall be established at provincial and county levels respectively by the province, and each county where the Project shall be implemented. Each PLG shall be chaired by a senior official of government of the same level and include the representatives from relevant departments, bureaux and institutions as appropriate.

1.2. Responsibilities. The PLGs shall provide overall guidance and be responsible for the coordination and planning of Project implementation at their respective levels. Key responsibilities of PLGs shall include: (i) overall supervision of PMO's operations and Project performance; (ii) coordination of counterpart funds mobilisation for carrying out the Project; (iii) review and approval of project Annual Work Plans and Budgets (AWPBs); and (iv) coordination of Project implementing agencies.

2. Lead Project Implementation Agency

2.1. The Lead Project Implementation Agency shall be the Bureau of Poverty Alleviation (BPA) of the Qinghai Province for the overall coordination and supervision of the Project.

3. Provincial Project Management Office (Provincial PMO)

3.1 Establishment and composition. A Provincial PMO shall be established by the Bureau of Poverty Alleviation (BPA) who shall select one director and the deputy director. The Provincial PMO shall be located within the BPA. The Provincial PMO shall be composed of at least the following key positions: a director, a deputy director, an accountant, a

cashier, a planning officer, an M&E officer, an implementation coordinator, and a gender-focused coordinator. Qualified staff shall be selected according to the Borrower/Recipient's applicable procedures.

3.2 Responsibilities. The Provincial PMO shall be responsible for coordinating Project implementation across the Project Area. Its main responsibilities shall be to formulate Project regulations and provide general oversight on the implementation of Project activities by the Prefecture, County and Township PMOs and shall also include the following:

- (a) Consolidation of AWPBs and coordination of Project implementation;
- (b) Establishment of Project M&E system;
- (c) Training and coaching of CPMOs and implementing agencies (IAs);
- (d) Support the financial management of the Project, including processing reimbursement of Project expenses and withdrawal of funds;
- (e) Undertaking and overseeing procurement under the Project;
- (f) Manage the Credit Guarantee Facilities and conclude subsidiary agreements with participating Rural Finance Institutions, and guarantee companies; and
- (g) Project reporting.

4. Prefecture Project Management Offices (Prefecture PMOs)

4.1. Establishment and composition. The Prefecture PMOs shall be established by the Bureau of Poverty Alleviation (BPA) in Haidong and Xining. The Prefecture PMOs shall be composed of qualified staff selected according to the Borrower/Recipient's applicable procedures.

4.2. Responsibilities. The Prefecture PMOs shall be responsible for coordinating Project implementation across the respective Prefecture of the Project Area. Its main responsibilities shall be to provide general oversight on the implementation of Project activities by the County and Township PMOs and shall also include the following:

- (a) Coordinate the preparation of AWPBs of the counties;
- (b) Oversee and facilitate project implementation in the counties;
- (c) Support the counties in project reporting and knowledge management activities;

5. County Project Management Offices (CPMOs)

5.1 Establishment and composition. The CPMOs shall be established in each of the seven (7) counties of the Project Area through an official document from the county government. The CPMOs shall be located within the BPA. The CPMOs shall be composed of at least the following key positions: a director, a deputy director, an accountant, a cashier, a planning officer, an M&E officer, an implementation coordinator, and a gender-focused coordinator.

5.2 Responsibilities. The CPMOs shall be responsible for coordinating Project implementation across sectors at the county level. Their responsibilities shall include: (i) development of AWPBs through participatory approaches; (ii) monitoring and supervision of Project implementation; (iii) provision of appropriate training to Implementing Agencies (IAs) and Village Implementing Groups (VIGs) in terms of Project implementation; (iv) preparation of SOEs and claim documents; (v) timely transfer of

Project funds to IAs; (vi) organizing Project procurement; (vii) Project reporting; (viii) undertaking Project baseline and RIMS surveys; and (ix) promoting Project knowledge sharing.

6. Village Implementing Groups (VIGs).

6.1 Establishment and composition. The VIGs shall be established by the local authorities with the support of the CPMOs in the Project-targeted villages. The VIGs shall be headed by the director of the existing village committee and composed of approximately eight (8) to twelve (12) people, including all the village committee members, and three (3) to five (5) farmer representatives from different categories of households.

6.2 Responsibilities. The responsibilities of the VIGs shall include: (i) an annual participatory perceived wellbeing ranking of households within the village; (ii) identifying Project activities prioritized by eligible groups through participatory approach, and reporting to the IAs and PMOs for the development of AWPBs; (iii) organizing the target groups to participate in Project activities; (iv) assisting PMOs to monitor Project implementation and collecting M&E data as required; and (v) organizing the operation and maintenance of community infrastructure built by the Project.

B. Implementation of Components

7. Component 1: Climate Resilience Infrastructure

7.1. Sub-component 1.1: Irrigation infrastructure enhancement. The activities under this sub-component shall be implemented by the Provincial Department of Water Resources (PDOWR). The County Bureau of Water Resources (CBOWR) shall be responsible for implementation of specific activities within their respective counties, including providing policy and technical advice to the irrigation management agency and the WUA, reviewing engineering designs submitted by the consultancy contractor, inspecting construction work carried out by construction contractors and supervisors, and identifying qualified resource personnel for technical assistance and training. Construction will be implemented by selected service providers.

8. Component 2: Market-Oriented Agriculture

8.1 Sub-component 2.1: Cash crops development. The activities under this sub-component shall be implemented by the Bureau of Agriculture and Livestock (BALs) in close coordination with the BPA at county levels. Technical services will be provided by the technical implementing agencies, Department of Agriculture and Livestock (DALs), BALs and the cooperatives/ASMEs. The responsibilities of the implementing agency include: (i) identification and engagement of technicians; (ii) procurement of farm input required for training and demonstration; (iii) supervision of the delivery of the prescribed activities; and (iv) collecting feedback from the beneficiary farmers.

The Qinghai provincial forestry department with coordination from BPA will implement the activities in relation to the medicinal plants and will be responsible for the development of activities and achievement of effective partnerships with other relevant implementing agencies. The County Forestry Bureaux will be responsible for the implementation with farmers and cooperatives of the activities for the support of indigenous and medicinal plants and pre-certification process of selected species. The

BAL will also implement activities under the reconditioning and construction of greenhouses, including site selection for building new greenhouses, technical support to greenhouse construction, technical training of management and production, and the provision of logistic support for implementation of the activities.

8.2 Sub-component 2.2: Economic Tree Crops Development. The activities under this sub-component shall be implemented by the County Forestry Bureaux with the cooperation and coordination of the CPMOs. The responsibilities of the County Forestry Bureaux include: (i) identification of qualified villages and target farmer households; (ii) coordination of the implementation of the subcomponent activities in line with related laws and regulations regarding the cultivation of economic tree crops; (iii) adjustment of the subcomponent to adapt to local conditions and activities in accordance with the given criteria; (iv) promotion of the formation of beneficiary groups by trade, linking these groups with relevant farmer cooperatives; and (v) technical guidance.

8.3 Sub-component 2.3: Livestock development. The activities under this sub-component shall be implemented by the BAL in close coordination with the BPA at county level will implement the livestock activities.

8.4 Sub-component 2.4: Market access enhancement. Activities under sub-component B.4 shall be implemented by selected specialized guarantee companies at county level selected in accordance with criteria specified in the PIM. To this end, a subsidiary agreement shall be entered into by Bureaux of Finance with each selected participating guarantee company.

8.4.1. Agreements with Participating CGC/CGF. The Bureaux of Finance shall enter into an agreement with each participating bank selected in accordance with eligibility and selection criteria defined in the PIM. The agreement shall provide amongst other things: the financing of the loans through their own funds, the type and use of guarantee made available by the Guarantee agency and the interest rate levels.

8.4.2. The Participating CGC/CGF Subsidiary Agreement. The relevant Bureaux of Finance shall enter into an agreement with each participating CGC/CGF for the implementation of the guarantee facilities sub-component B.4. To this end a subsidiary agreement shall be drafted which shall provide, among other things, that:

- (a) The participating CGC/CGF shall declare its commitment to the goals and purposes of the Project as stated in Schedule 1 and, in furtherance of such goals and purposes, it shall undertake to carry out activities under the Credit guarantee facilities in accordance with this Agreement;
- (b) The Borrower/Recipient through the BOF, shall transfer Project resources to the relevant participating CGC/CGF in accordance with the AWPBs;
- (c) The participating CGC/CGF shall implement the credit guarantee facilities in accordance with the criteria described in the PIM.

8.4.3. The Borrower/Recipient, through the Lead Project Implementation Agency, shall submit a draft of the Participating CGC/CGF Subsidiary Agreement to the Fund for non-objection.

9. Component 3: Off-Farm Livelihood Support

9.1 The activities under this component shall be implemented by the Women's Federation, the Disabled Person's Federation, and the BPA at the county level. More specifically, the above actors will each be responsible for the following: (i) beneficiary identification; (ii) training service provider selection; (iii) adjustment of trained skills;

(iv) facilitation of trainees to the relevant market; and (v) monitoring the implementation of Project activities.

C. Project Implementation Manual

10. Preparation. The Provincial PMO shall prepare the draft PIM with the input from the County PMOs. The draft PIM shall include, among other things:

- (a) Terms of reference and implementation responsibilities of Project staff, consultants and likely service providers;
- (b) Criteria for the performance appraisal of the Project professional staff;
- (c) Eligibility and selection criteria for the implementation of Project activities such as those for infrastructure and constructions projects;
- (d) Eligibility criteria for the activities foreseen to support farmers cooperatives including training and development of business plans;
- (e) Targeting, eligibility and selection criteria for the intervention under sub-component B1 (Farm production improvement) and sub-component B2 (Infrastructure development) for participating villages, cooperatives and other beneficiaries;
- (f) Project operational, financial and procurement procedures, including participatory planning, implementation and monitoring procedures;
- (g) Separate operational manual for the operational modalities of the Guarantee Facilities including selection and eligibility criteria for the participating CGC and CGF;
- (h) Model subsidiary agreements to be entered into by BOF and participating CGC and CGF for the implementation of the credit guarantee facilities;
- (i) Model contract to be entered into by farmers and cooperatives and/or enterprises; and
- (j) M&E system and procedures including the Results and Impact Management System (RIMS).

11. Approval and Adoption. The Lead Project Implementation Agency, through the Provincial PMO, shall forward the draft PIM to the Fund for comments and approval. The Lead Project Implementation Agency shall cause the PMOs to adopt the PIM substantially in the form approved by the Fund, and the Lead Project Implementation Agency, through the Provincial PMO, shall promptly provide copies thereof to the Fund. If the Fund does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt it shall be deemed approved.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in EUR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of total expenditures
I Works	9 890 000		50% of total cost
II Equipment and Materials	330 000		see paragraph b below
III (a) Training	3 660 000		100% net of all other contributions
(b) Training		720 000	100% of total cost net of taxes
IV. (a) Goods, Services and Inputs	5 000 000		50% total cost net of Banks and beneficiaries' contributions
(b) Goods, Services and Inputs	13 450 000		56% total cost net of beneficiaries' contributions
V Credit, Guarantee Funds	2 550 000		100% total cost net of taxes
Unallocated	3 870 000		
TOTAL	38 750 000	720 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Equipment & Material" under Category II, shall mean eligible expenditures incurred related to equipment and materials under sub-component 1.1, Component 3 and County PMOs under Component 4 shall be financed by the Loan 90% of the total cost. Other equipment and materials under Haidong PMO, Xing Prefecture XPMO and Provincial PMO shall be financed 100% by the Borrower/Recipient.

"Goods, services and inputs" under Category IV (a), shall mean eligible expenditures incurred related to reconditioning and construction of famers' greenhouses for high value cash crop production under sub-component 2.1. "Goods, services and inputs" under Category IV (b), shall mean eligible expenditures incurred related to all other goods, services and inputs.

“Training” under Category III (a), shall mean eligible expenditures incurred related to training workshops and consultancies except for training, workshops and consultancies financed from IFAD Grant.

“Training” under Category III (b), shall mean eligible expenditures incurred related to:

- (i) Training WUA member and training farmers under sub-component 1.1;
- (ii) Management training and the establishment of CGFs and piloting financial innovations under sub-component 2.4;
- (iii) Monitoring and evaluation and the preparation of knowledge documents and knowledge sharing of County PMOs under Component 4.

2. Retroactive Financing. As an exception to section 4.08(a)(ii) of the General conditions, expenditures not exceeding in the aggregate the equivalent of EUR 5.5 million from the loan for purposes such as the purchase of essential items of equipment for PMOs, establishment of M&E system, start-up training and workshops of implementation and management, visits for knowledge and experiences sharing, field surveys and studies, good, services and agriculture inputs for seasonally dependent cop demonstration activities incurred after 27 October 2014 but prior to the date of entry into force of this Agreement shall be considered Eligible Expenditures.

Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
Goal:			
To contribute to achieving sustainable and equitable poverty reduction and improving the livelihoods of rural households in Qinghai Province.	<ul style="list-style-type: none"> 40% drop of under 5-year children malnutrition prevalence compared to baseline, by gender 30% reduction of poverty population compared to baseline with comparable criterion. 	<ul style="list-style-type: none"> IFAD RIMS surveys Impact assessment Government statistics 	<ul style="list-style-type: none"> Continued policy support to poverty reduction; Increased income of farmers leads to improved nutrition of children.
Project Development Objective:			
To sustainably increase the income of poor and vulnerable rural households residing in selected poor areas in Qinghai Province.	<ul style="list-style-type: none"> 30% increase of farmers' per capita net income in the project-targeted areas compared to baseline 30% of households with improved household asset ownership index compared to baseline 	<ul style="list-style-type: none"> IFAD RIMS surveys Impact assessment Government statistics 	<ul style="list-style-type: none">
Outcome 1:			
<ul style="list-style-type: none"> Enhanced productivity of irrigated farmland Improved provision of ecosystem services 	<ul style="list-style-type: none"> 30% increase in productivity due to improve on-farm water management practices 20% increase of farmland with increased crop yield as a result of improved irrigation; 10% increase of water use coefficient for project upgraded irrigation systems. 67,000 ha under sustainable land management 	<ul style="list-style-type: none"> Sector reports Household surveys 	<ul style="list-style-type: none"> Upgraded irrigation systems are operated and maintained well
Outputs:			
<ul style="list-style-type: none"> 4 selected irrigation systems upgraded 4 WUAs supported Sustainable land resources management schemes implemented. 	<ul style="list-style-type: none"> 925 ha new irrigated area developed 164.5 km of canals rehabilitated and/or upgraded; 275.5 km water delivery pipelines constructed At least 1 WUA operating sustainably by the end of the project At least 7 integrated watershed management plans prepared and implemented in 3 selected pilot areas At least 1 PES pilot scheme implemented 	<ul style="list-style-type: none"> Progress reports Project M&E reports 	<ul style="list-style-type: none"> Resources allocated are delivered; Sustainable land resources management methodology adopted communities.
Outcome 2:			
<ul style="list-style-type: none"> Cash crops, tree crops, and livestock productivity enhanced Opportunities for target farmers to access markets enhanced 	<ul style="list-style-type: none"> 30% of volume of beneficiaries' produce under component 2.1-2.3 is sold through project-supported cooperatives/ASMEs. 40% of farmers in project targeted areas reported enhanced market access. 	<ul style="list-style-type: none"> Government statistics Household surveys Sector reports M&E reports 	<ul style="list-style-type: none"> Continued policy support to market-oriented production of agriculture and livestock and to farmer cooperatives and agro-enterprises. Plan for conservation of selected threatened Tibetan medicinal plants are adopted by local communities.
Outputs:			
<ul style="list-style-type: none"> Cash crops development Tree crops development Livestock development and rural biogas plants Market access enhancement 	<ul style="list-style-type: none"> 1180 ha market-oriented cash crop production supported 9,188 hh benefiting from cash crops development activities (1,988 hh for greenhouses, 1,000 hh for open-field cultivation, 5,000 hh for canola seed production, 1,240 hh for medicinal herbs cultivation - including 360 hh for Tibetan medicinal plants) 1260 ha of market-oriented economic tree crop production supported 18,960 hh benefiting from tree crops development 	<ul style="list-style-type: none"> Sector reports Progress reports M&E reports 	<ul style="list-style-type: none"> Continued policy support to market-oriented production of agriculture and livestock; Continued policy support to farmer cooperatives and agro-enterprises. Poor farmers actively participate

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
	activities <ul style="list-style-type: none"> • 5,962 hh benefiting from livestock development activities • 400 hh benefiting from rural biogas plants • 35 cooperatives and 3,500 hh benefiting from market access enhancement activities • CNY 2,165 income increase/year for members of supported cooperatives • At least USD 5.45 m loans disbursed • At least 2 financing innovations piloted 		in market-oriented production of agriculture and livestock.
Outcome 3: <ul style="list-style-type: none"> - Enhanced capacity of rural women and economically capable disabled persons to engage in off-farm income-generating activities 	<ul style="list-style-type: none"> • 70% of project-trained women initiates income-generating activities; • 70% of project-trained economically capable disabled persons initiate income-generating activities. 	<ul style="list-style-type: none"> • Household surveys • Sector reports • Impact assessment • M&E reports. 	<ul style="list-style-type: none"> • Skills trained adopted by women and the disabled; • Continued support to initiating income-generating activities by women and the disabled.
Outputs: <ul style="list-style-type: none"> - Women trained with income generation skills - Economically capable disabled persons trained with income generation skills. 	<ul style="list-style-type: none"> • 2050 women trained with income generation skills • 720 economically capable disabled persons trained with income generation skills, by gender. 	<ul style="list-style-type: none"> • Sector reports; • Progress reports; • M&E reports. 	<ul style="list-style-type: none"> • Women and the disabled actively participate in skill trainings.
Outcome 4: <ul style="list-style-type: none"> - Government capacity for project implementation and management strengthened. 	<ul style="list-style-type: none"> • The designed project is implemented successfully. 	<ul style="list-style-type: none"> • Impact assessment • Project evaluation report. 	<ul style="list-style-type: none"> • Inadequate cross-sector coordination for project implementation.
Outputs: <ul style="list-style-type: none"> - PMOs staff trained with project management techniques; - PMOs staff trained with gender and poverty focuses methodologies; - PMOs staff trained with M&E and knowledge management skills. 	<ul style="list-style-type: none"> • No. of persons trained on project management, by gender • No. of persons trained on gender and poverty focuses, by gender • No. of persons trained on M&E and knowledge management, by gender 	<ul style="list-style-type: none"> • Progress reports • M&E reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Experienced trainers are provided and trainings are held effectively. •